

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil huit, le premier septembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Michelle COURNARIE, Philippe MEREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VEQUAUD, Pascal BEAUSSIER, Dominique MACE, Michèle VILLATTE, Olivier PIQUEUX, Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER.

Absents :

Mme Estelle PATOZ,
Mme Michèle GRATADE, (pouvoir à M. COURNARIE)
Mme Marie-Claire BOUIN,
Joël ANTIER (pouvoir à Y. BANDEVILLE),
Frédéric DUPUIS (pouvoir à S. MÉTADIER),
Monique GUERY (pouvoir à R. VÉQUAUD).

Mme Michèle VILLATTE a été élue secrétaire

Le compte rendu du dernier Conseil sera envoyé par mail et signé lors de la prochaine réunion du conseil.

RÉFECTION DES COURTS DE TENNIS

Lors de sa réunion du 2 juin 2008, le Conseil municipal avait décidé de poursuivre le projet de réfection des courts de tennis en demandant des subventions aux Conseils Général et Régional.

Les demandes de subventions ont été faites.

Le Conseil Général ne peut répondre pour l'année 2008.

Madame le Maire demande au Conseil municipal de se prononcer sur l'exécution des travaux en 2008 ou 2009.

Le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de repousser les travaux sur l'année 2009 afin de pouvoir bénéficier des différentes subventions.

BAIL EMPHYTÉOTIQUE « LES TERRASSES DE BEAULIEU »

Lors de sa séance du 12 novembre 2007, le Conseil municipal a décidé de mettre à disposition, par bail emphytéotique de 55 ans, au profit de TOURAINE LOGEMENT, le terrain sur lequel ont été construits les locatifs. Le bail n'a jamais été signé.

TOURAINE LOGEMENT ayant également réalisé l'aménagement des voiries et espaces publics, il est nécessaire d'inclure dans le bail emphytéotique les parcelles concernées, ces dernières seront rétrocédées à la Commune au plus tôt un an après la réception des travaux.

L'ensemble des parcelles faisant l'objet du bail sont donc les parcelles AK 479-486-487-491-494 et 495.

D'autre part, pour permettre à Monsieur et Madame PINARD-SIMON d'accéder à leur terrain cadastré AK 171p, une servitude de passage leur a été octroyée par acte en date du 20 novembre 2007, rédigé par Maître Polge, Notaire. Il s'avère que la description de cette servitude comporte une erreur et qu'il convient de rectifier cette erreur. La servitude octroyée est limitée à un passage à pied uniquement sur la parcelle AK 491 au droit des parcelles AK 493 et 494, et de tout autre façon sur le reste de la parcelle AK 491, et sur les parcelles AK 487-486 et 495.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, donne son accord et autorise Madame le Maire à signer le bail emphytéotique et à signer l'acte modifiant la servitude.

MAISON DES TEMPLIERS

Lors du Conseil municipal du 5 mai 2008, Madame le Maire avait informé celui-ci de l'ouverture des plis concernant les travaux de restauration complète de la Maison des Templiers.

Le montant des travaux s'élève à 369 000 €, plus les honoraires de M. de Saint-Jouan, soit 406 000 €.

Madame le Maire avait invité le Conseil municipal à réfléchir sur les suites à donner à ce dossier.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'abandonner ces gros travaux de restauration et de s'orienter vers un projet moins onéreux, comprenant la réfection de la toiture, le confortement de la charpente et les travaux indispensables au maintien en bon état du bâtiment.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Mme le Maire à

- donner toutes les suites à ce dossier,
- à engager les études et demandes de devis nécessaires
- à déposer le permis de construire ou la déclaration préalable éventuellement nécessaire
- à solliciter les organismes susceptibles de financer ces travaux

VIREMENTS DE CRÉDITS

Afin de pouvoir régler les factures concernant le Carroir des Templiers, le Conseil municipal décide de réaliser le virement de crédit suivant :

Programme	Article	Libellé	invest. dépenses
128	2313	immos en cours constru	- 50 000 €
130	2315	immos en cours inst. Techn.	+ 50 000 €

De plus, le Conseil municipal décide de créditer le programme 138 « matériel » de la façon suivante :

Programme	Article	Libellé	dépenses inv.	Recettes invest.
	024	produits de cession		+ 5 000 €
138	2183	matériel informatique	+ 3 400 €	
Matériel	205	concessions de droits	+ 3 600 €	
128	2313	immos en cours constru.	- 2 000 €	

SUBVENTION CAF (Caisse d'allocations familiales) POUR LES AMIS DE SAINT-LAURENT

Madame le Maire explique au Conseil municipal qu'en 2004 et 2005, l'association « Les Amis de Saint-Laurent » avait demandé une subvention à la CAF TOURAINE pour le Festival Jeune Public, dans le cadre du contrat temps libre. Cette subvention devait transiter par la commune.

Depuis, le contrat temps libre est géré par la Communauté de Communes Loches-Développement et la Commune verse aux « Amis de Saint-Laurent », pour le Festival jeune public, une subvention globale tenant compte de la subvention de la CAF reversée à la Commune par la Communauté de Communes Loches-Développement.

En ce qui concerne la subvention de 2005, la Commune doit reverser à l'association « Les Amis de Saint-Laurent » la somme de 1 203,84 € versée au compte de la Commune par la Communauté de Communes Loches-Développement en avril 2008.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de reverser la subvention de la CAF TOURAINE, soit 1 203,84€ à l'association « Les Amis de Saint-Laurent ».

RÉVISION SIMPLIFIÉE n° 3 DU POS

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-13, L 123-19 et L 300-2 ;

Madame le Maire expose que le terrain, situé au nord de la rue de Guigné, avant l'Impasse St-Roch, appartient à Val Touraine Habitat. Cet organisme envisage à court terme la construction de trois logements locatifs sur la parcelle. Seule la partie la plus proche de la rue Guigné est classée en zone UB, constructible, tandis que la partie haute est classée en zone ND, inconstructible. L'extension de la zone constructible, sous réserve du respect des législations en vigueur, permettrait à VTH de développer un projet plus intéressant de logements ou de production de terrains à bâtir, avec un objectif de développement durable et de mixité sociale, sur un terrain proche du centre de Beaulieu.

Cette extension de la zone UB nécessite de procéder à une révision simplifiée du plan d'occupation des sols

Madame le Maire précise, qu'en application de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, le Conseil municipal doit délibérer sur les objectifs poursuivis et sur les modalités de la concertation.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'ouvrir la concertation pendant toute la durée de l'étude du projet de révision simplifiée n°3 du POS par la mise à disposition du dossier de révision à la mairie, aux heures d'ouverture habituelles.
- La concertation sera effectuée de la façon suivante :
- A l'issue de la procédure, le Maire présentera le bilan au Conseil municipal qui délibèrera pour clore la concertation et approuver le dossier de révision simplifiée du POS.
- de demander, conformément à l'article L 121-7 du Code de l'urbanisme, la mise à disposition gratuite des services de la direction départementale de l'équipement pour assurer le conseil de procédure et la conduite de l'étude.
- de solliciter de l'État une dotation au titre de l'article L.121-7 du Code de l'urbanisme pour compenser la charge financière de la commune.

MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL A LA « CROIX ROUGE »

Madame le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Lors de sa séance du 2 juin 2008, le Conseil municipal avait décidé de mettre à disposition de l'association Reflexe-Partage, un local 24, rue Basse dans les anciens abattoirs pour un montant de 15€ par mois. L'association n'a pas donné suite.

Par courrier du 24 août, le Président de la Croix-Rouge de Loches sollicite la mise à disposition d'un local pour stocker des vêtements usagés, avant leur envoi en usine pour recyclage.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- de mettre à disposition de la Croix-Rouge, pour une durée d'un an renouvelable, les bâtiments au fond à gauche des anciens abattoirs 24, rue Basse pour un montant de 15 € par mois.
- d'autoriser Mme le Maire de signer tous documents se rapportant à cette mise à disposition (contrat de mise à disposition entre la Croix Rouge et le Commune, déclaration d'assurance, renouvellement, ...)

MISE A DISPOSITION DU GARAGE RUE SAINT-ANDRÉ

Madame le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Madame le Maire fait part au Conseil municipal de la demande de M. PRUNIER, directeur de la MEETS, de mise à disposition par la Commune d'un local pour entreposer des vélos, ou autres moyens de locomotion, dans le cadre d'un projet de la Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation (PAIO). Les vélos, après réparation, seront mis à disposition des jeunes en recherche d'emploi. Le local mis à disposition n'accueillera aucun public et ne servira qu'au stockage, à l'exclusion de toute autre activité.

Madame le Maire propose la mise à disposition du garage communal situé rue Saint-André.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- de mettre à disposition de la PAIO, pour une durée d'un an renouvelable, le garage communal situé rue St-André.
- d'autoriser Mme le Maire de signer tous documents se rapportant à cette mise à disposition (contrat de mise à disposition entre la PAIO et le Commune, déclaration d'assurance, renouvellement, ...)

TRAVAUX DE RÉFECTION DU MUR 1, RUE DE LA TOUR CHEVALEAU

Madame le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Madame le Maire demande également à Mme Dominique MACÉ, concernée par le sujet, de ne pas prendre part au vote.

En 1999, des travaux de réfection de la chaussée, rue de la Tour Chevaleau, avaient endommagé le mur sis au n°1 (immeuble cadastré AH 345), appartenant à Mme Macé.

De nombreux courriers, photos, avaient été adressés à la mairie, sans réponse.

Des devis concernant la réparation des dommages faits ont été demandés à ORCHIS et à M. Jean-Marc GOBARD. La commission de voirie a retenu le devis de M. Jean-Marc GOBARD pour la somme de 974,65 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des votants décide de faire réparer les dommages du mur 1, rue de la Tour Chevaleau par l'entreprise GOBARD.

CONCOURS D'ILLUMINATION DE NOËL

Madame le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Face aux enjeux environnementaux, la gestion plus durable des ressources énergétiques apparaît comme une priorité. Aussi, un encouragement des illuminations de Noël semble contradictoire avec cette optique de développement durable. Le Conseil municipal a décidé de ne pas renouveler le concours des illuminations de Noël.

NOUVEAUX HORAIRES DES ÉCOLES

Madame le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Lors de sa séance du 7 juillet 2008, le Conseil municipal avait émis un avis favorable, suite à la réunion du Conseil d'écoles en date du 12 juin 2008, aux nouveaux horaires des écoles.

Madame le Maire explique que, pour des raisons d'organisation, la société des cars ne pouvait assurer le transport des élèves entre les communes du regroupement pédagogique aux horaires retenus.

Le Conseil d'écoles réuni le 1^{er} septembre 2008 propose les horaires suivants :

Lundi, mardi, jeudi, vendredi 8h50-11h50/13h25-16h25

Le Conseil municipal donne, à l'unanimité, un avis favorable à ces nouveaux horaires,

- décide à l'unanimité d'instituer les heures de cantine en conséquence,
- demande au syndicat de transport scolaire du Lochois d'organiser le transport des élèves en fonction de ces nouveaux horaires,

DÉLÉGUÉS AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE

Madame le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Vu les articles L 191 et L 225 du Code électoral, le Conseil municipal désigne, à l'unanimité, les représentants suivants au CNAS.

Représentant élu : Monsieur Yves BANDEVILLE, Adjoint chargé du Personnel

Représentant des Agents : Monsieur Aurélien GARAND, Agent de maîtrise

RECTIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DU 7 JUILLET 2008 « REGROUPEMENT DES COMMISSIONS »

Cette commission sera donc composée de :

Sophie MÉTADIER, Joël ANTIER, Pascal BEAUSSIER, Marie-Claire BOUIN, Frédéric DUPUIS, Michèle GRATADE, Monique GUÉRY, Dominique MACÉ, Michèle VILLATTE, présidée par Michelle Cournarie.

La séance est close à 21h55.